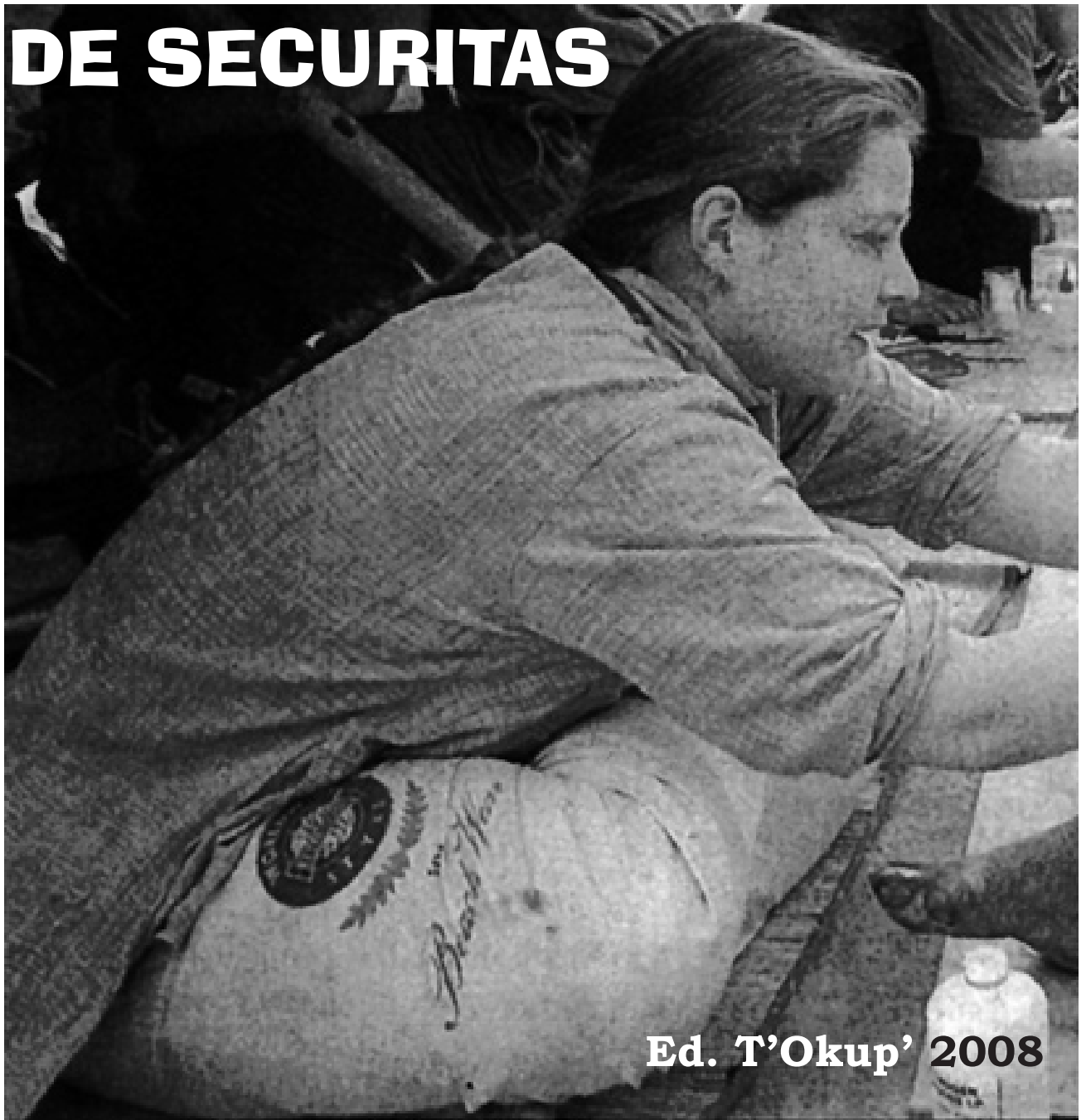


LAUSANNE

**ENCORE UNE
INFILTRATION
DE GROUPES POLITIQUES
PAR UNE AGENTE
DE SECURITAS**



Ed. T'Okup' 2008

Sommaire

<i>Intro T'Okup'</i>	3
<i>Texte Groupe anti-répression</i>	4
I PARCOURS DE L'AGENTE	5
II SECURITAS, LE PARTENAIRE UTILE EN TOUTES CHOSES	6
III EN GUISE DE BILAN POLITIQUE	13
Le contexte sécuritaire	13
Quand le pouvoir veut intégrer la critique...	14
La vieille rengaine de la violence...	15
...entonnée par la sociale démocratie	16
Questions et hypothèses	17
IV QUE FAIRE DE TOUT CELA ?	19
 <i>Annexes T'oKup'</i>	
A. Organigramme de Securitas	23
B. Fanny Decreuze alias Shanti Muler	24
C. Gilbert Monneron	26

Photo couverture:

Fanny Decreuze alias Shanti Muller, Varanasi (Inde), 24H 3.9.1997

Intro

Nous avons décidé de publier le texte du Groupe anti-répression de Lausanne (gar) à propos de son infiltration par une agente de Securitas. Dans la foulée du Nestlégate qui a révélé la taupe « Sara Meylan » au sein d'Attac Vaud pour le compte de la multinationale veveysanne, d'autres noms sont tombés dont celui de « Shanti Muller », Fanny Decreuze de son vrai nom.

Disant habiter Genève, Fanny Decreuze s'est dans un premier temps créé des relations dans la cité du bout du lac. Forte de ces contacts, elle se pointe ensuite sur Lausanne alors que la campagne contre le WEF 03 et le G8 d'Evian bat son plein. Après le G8, elle assiste aux réunions du gar durant plusieurs années. Durant toute cette période, elle fréquente notamment l'Espace autogéré lors d'événements publics, certains squats, le Forum social lémanique et participe à de nombreuses manifestations de Genève à Landquart. De par ces fréquentations multiples, on peut imaginer qu'elle a ainsi pu glaner de nombreuses informations sur des personnes en particulier et le milieu militant en général.

Que faire de tout ça aujourd'hui ? Le texte du gar est le fruit d'une première réflexion suite à la vérification d'un certain nombre de sources. Il est aujourd'hui rendu public - suivi de quelques informations supplémentaires fruit de nos propres investigations -, afin que le débat se poursuive plus largement.

Ce nouvel épisode dans la longue histoire du fichage politique en Suisse ne fait que confirmer une chose qui ne saurait être une surprise, à savoir que nous sommes surveillé·e·s et parfois de très près. Ceci est d'autant moins surprenant en cette période de délire sécuritaire et de volonté de contrôle et de maîtrise totale de la part des dominants. Dans ce domaine, les collusions entre officines de sécurité privée, polices et armée ne font pas de doute.

Il s'agit toutefois de ne pas sombrer dans le même délire paranoïaque que nos adversaires, en nous renfermant sur nous-mêmes, ce qui serait en soi déjà une victoire de nos ficheurs/euses. Mais c'est peut-être aussi l'occasion de se reposer un certain nombre de questions sur les précautions à prendre dans certaines circonstances, histoire de ne pas leur faciliter la tâche.

En ces temps difficiles, d'attaques sociales tous azimuts, ces affaires rappellent aussi que nos luttes sociales savent encore effrayer le bourgeois !

La lutte continue !!!

T'Okup' septembre 2008

LAUSANNE ENCORE UNE INFILTRATION DE GROUPES POLITIQUES PAR UNE AGENTE DE SECURITAS

Le 12 juin 2008, le reportage de la TSR « Temps présent » révélait au public qu'un groupe de travail d'Attac-Vaud avait été infiltré, de 2003 à 2004, par une agente de Securitas, se présentant sous la fausse identité de Sara Meylan, pour le compte de l'entreprise transnationale Nestlé. Quelques semaines plus tard, le groupe anti-répression de Lausanne (gar)*, apprenait qu'il avait été gratifié du même genre d'intrusion indésirable.

*Le gar est un groupe de militantes et militants qui depuis plusieurs années s'est fixé pour but d'examiner les questions concernant la répression, d'informer les gens sur leurs droits, particulièrement lors de manifestations, de recueillir des témoignages de personnes ayant subi des actes de répression et de conseiller sur l'attitude à avoir en cas d'interpellation, d'arrestation, d'enquête ou d'appel à témoigner. A ces tâches s'est ajouté un travail de terrain avec des permanences lors d'importantes manifestations (anti-G8, anti-WEF, etc.) à Lausanne ou ailleurs.

Le gar veut aussi effectuer un travail d'information large : rendre public les événements et les témoignages qui relèvent directement de la répression. Ce travail se fait par différents moyens : par l'entremise de communiqués de presse, de rapports recueillant témoignages et chronologies d'événements ou par des interventions lors des manifestations qui traitent du thème de la répression.

Sous la fausse identité de Shanti Muller, la cheffe du Crime Investigation Service (CIS), service d'investigation de la filiale lausannoise de Securitas a fréquenté le gar dès l'automne 2003 durant plusieurs années.

Ces pratiques nous inspirent quelques réflexions, que nous allons exposer ci-après, à l'intention, d'abord, des personnes directement touchées par cette infiltration ; ensuite, du public.

Dans un premier temps, nous souhaitons établir les faits. Nous indiquerons brièvement le parcours de l'agente auprès du gar. Puis, nous tenterons d'énumérer les espaces qui, à notre connaissance, ont été infiltrés par cette même personne.

Dans un deuxième temps, nous effectuerons un tour d'horizon pour cerner les activités de Securitas, leur ampleur, les liens de l'entreprise avec ses partenaires politiques et économiques. Cela nous permettra de donner une idée de l'implantation des firmes de sécurité privée dans le paysage institutionnel environnant.

Dans un troisième temps, nous livrerons le bilan politique que nous faisons de cette affaire.

Enfin, nous proposerons quelques considérations que nous souhaiterions utiles pour l'avenir.

I PARCOURS DE L'AGENTE

L'agente se faisant appeler « Shanti Muller » raconte être issue d'une famille de coopérant-e-s français-es, avoir été scolarisée dans un institut de bonnes sœurs et avoir appris le maniement des armes à Djibouti. Encore mineure, elle se serait enfuie en Inde avec son amoureux tatoueur. Ultérieurement elle y aurait fait du travail humanitaire, puis se serait fait expulser d'Inde pour avoir trafiqué ses visas.

On est loin de la personnalité effacée de « Sara Meylan ». « Shanti Muller » est vive, rit volontiers, s'intéresse aux personnes et joue sur le registre de l'amitié, se rendant par exemple au domicile de personnes qu'elle côtoie.

Cette personne commence son travail d'infiltration fin 2002 à Genève. Elle suit rapidement ce qui se passe à Lausanne, participe notamment à des réunions de préparation de l'anti-G8, puis est présente au village alternatif pendant le sommet. A l'automne 2003, elle commence à suivre avec assiduité les réunions du groupe anti-répression et fait preuve d'un grand intérêt et de beaucoup de motivation. Arrivant de nulle part, avec un passé invérifiable, mais dans un contexte où beaucoup de nouvelles personnes se mobilisent, il est décidé de ne pas être paranos et de lui faire une place au gar, malgré les soupçons qu'elle a suscité. Elle participe donc aux séances du gar, séances non ouvertes au public. Elle a par ailleurs accès aux données et témoignages des victimes de répression policière, données confidentielles.

Dans le cadre des mobilisations anti-WEF 2004, lors de l'encerclement à Landquart, où plus de 1'000 personnes ont été fichées, elle se fait matraquer par la police et est blessée à l'arcade sourcilière gauche. Un accident de travail... Elle est alors évacuée par ambulance dans des conditions peu claires.

« Shanti Muller » ratisse large. Le travail de la taupe dépasse clairement le cadre du gar à Lausanne : elle prend part aux manifestations anti-WEF et anti-G8, au moins à une manifestation pour la protection des animaux, est active dans les équipes sanitaires dans les manifestations et s'approchera de certains squats, entre autres en participant à des fêtes ou des repas. Sur Genève, elle est proche du Forum social lémanique (FSL). Elle assiste aussi à des réunions de l'anti-répression nationale à Berne. Elle s'intéresse donc à plusieurs groupes et réseaux, et s'en approche avec plus ou moins de succès. Il appartient désormais à ces groupes de décider s'ils souhaitent faire connaître davantage ce que la taupe a fait chez eux.

En juin 2005, elle dit devoir partir en France au chevet de sa mère souffrant d'un cancer. En automne de la même année, elle nous dit avoir elle-même de très graves problèmes de santé et devoir rester auprès de sa mère. Elle envoie cependant quelques messages de loin en loin. Fin 2007 encore, pendant le tournage du *Temps présent* sur le Nestlégate, nous recevons une gentille petite carte postale d'Inde demandant de nos nouvelles et indiquant à quel point nous lui manquons. Une attention désormais peu appréciée.

II SECURITAS, LE PARTENAIRE UTILE EN TOUTES CHOSES

Securitas, ce n'est pas seulement le garde pépère au béret bleu faisant ses rondes de nuit. Cette entreprise familiale, créée il y a 101 ans et au chiffre d'affaires de 800 millions en 2006¹, a largement diversifié ses tâches, et l'infiltration pour le compte de Nestlé ou d'autres client-e-s n'est qu'un aspect parmi tant d'autres. En y regardant de plus près, on s'aperçoit que Securitas remplit de nombreuses fonctions dans différents domaines, dont certaines étaient auparavant réservées à la

police. Amnesty International dénonce la délégation de tâches policières à des entreprises privées comme « risque pour les droits humains » et rapporte de nombreux témoignages faisant état de violence injustifiée de la part d'agent-e-s de Securitas². Qu'on s'entende bien : il ne s'agit pas pour nous de revendiquer une police plus puissante, nos motivations ne sont pas les mêmes que celles du syndicat de la police. D'ailleurs, nous ne pensons pas non plus que cette délégation nuise à la police (tout au plus au salaire des policiers), bien au contraire. Police, armée et entreprises privées travaillent allègrement main dans la main, et pas seulement pendant l'Eurofoot ou le WEF, mais au quotidien.

Concrètement :

- Maintien de l'ordre sur la voie publique.
Pour lutter contre les actes de vandalisme, Securitas patrouille sur mandat des autorités communales, par exemple à Cugy (Vaud), à Worb (Berne)³, à Frauenfeld (Thurgovie)⁴, à Reinach (Bâle-Campagne)⁵, à Menzingen (Zoug)⁶, à Unterägeri (Lucerne)⁷ pour ne nommer que quelques communes. A Uetikon (Zurich), la commune a engagé ce printemps des patrouilles avec chiens. Cette mesure est, selon les dires des autorités, un changement de paradigme dans le concept de sécurité de la commune, « de la communication vers plus de répression »⁸.
A mentionner également dans cette catégorie, la surveillance des parkings publics et la chasse aux sacs poubelles illégaux.
- Maintien de l'ordre lors d'événements sportifs.
Les agent-e-s de Securitas règlent la circulation lors de matchs de foot, de concerts et de manifestations privées sur mandat des autorités communales ou cantonales. Par exemple, l'Eurofoot, où Securitas et Protectas ont formé un consortium PriSecE08⁹.
- Maintien de l'ordre lors de manifestations politiques
Durant le G8 à Evian, Securitas a collaboré très étroitement avec la police cantonale vaudoise. D'ailleurs, le chef des gendarmes vaudois, Alain Bergonzoli, est un ancien cadre de Securitas¹⁰. Autre exemple, en janvier 2008, un agent de Securitas a été observé en train de filmer les manifestations anti-WEF.
- Maintien de l'ordre dans des établissements publics.
Securitas est mandaté pour contrôler l'accès à plusieurs services administratifs vaudois, la Service de la Population (SPOP) et le Service de Prévoyance et Aide Sociale (SPAS), pour en nommer deux.

La firme est de plus en plus présente également dans les établissements scolaires, par exemple au collège Kollegium Schwyz¹¹ où les agent-e-s patrouillent pour empêcher des actes de vandalisme sur le site de l'école. Comme cette mesure n'a pas donné les résultats escomptés, le recteur mise à présent sur la vidéosurveillance – en plus des Securitas, bien sûr.

Certains hôpitaux recourent aussi à Securitas, en plus de leur propre service de sécurité¹². Par exemple le CHUV à Lausanne et l'Hôpital universitaire de Zurich, où un Securitas contrôle l'entrée au service des urgences (et renvoie les mal-peigné-e-s ?) A l'hôpital de Saint-Gall, les agent-e-s sont même accompagné-e-s de chiens.

- Maintien de l'ordre dans les transports publics.

Chez les CFF bien sûr, où une entreprise a spécialement été créée à cet effet en 2001 : Securitrans (appartenant à 51% aux CFF et à 49% à Securitas). Cette police ferroviaire dispose de plus de compétences que les autres Securitas¹³.

D'autres entreprises de transport public ont recours à Securitas, par exemple Bern Mobile (pour les bus de nuit)¹⁴.

- Maintien de l'ordre à l'aéroport.

Custodio AG, une filiale de Securitas, se charge de la sécurité de l'aéroport de Zurich : contrôle des bagages et des passagers/ères.

- Transport et surveillance de prisonniers/ères.

Encore une étroite collaboration entre Securitas et les CFF, cette fois sur mandat de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et avec le soutien financier de la Confédération (qui prend en charge 34% des frais chaque année). Ces deux entreprises ont développé un concept pour le transports intercantonal des prisonniers/ères (rebaptisé Jail-Transport-System)¹⁵. Les CFF mettent les wagons à disposition, Securitas assure la surveillance dans les trains ainsi que les transports sur route. Tout transbordement, mise de menottes, etc. serait cependant exclusivement effectué par la police. Ce projet lucratif (env. 4 millions par an pour Securitas), d'abord limité à cinq ans, a été prolongé de cinq autres années en 2005. Le consortium souligne l'aspect écologique (transports groupés) et le respect des droits de la personne. Ce dernier point est particulièrement cynique si on tient compte de la taille des cellules (1,34 m²) et des « cellules familiales », un peu plus grandes, souvent utilisées puisqu'environ un tiers des personnes transportées sont des détenu-e-s en vue de refoulement¹⁶. A noter également

que les mineur-e-s « délinquant-e-s » sont transporté-e-s dans le même wagon, donc avec des personnes majeures¹⁷.

Securitas semble avoir de l'expérience avec les mineur-e-s, puisqu'il s'occupe également du Foyer des Prêles, un établissement d'exécution des mesures du canton de Berne dépendant de la Direction de la police et des affaires militaires du canton de Berne et disposant entre autres d'un établissement fermé et de quartiers disciplinaires. Ces derniers ne disposent même pas d'une cour de promenade. Suite au rapport 2001 du « Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants »¹⁸ dénonçant ce point, les jeunes peuvent à présent sortir accompagnés d'un Securitas, une expérience très positive selon la Direction de la police et des affaires militaires, qui omet toutefois d'en indiquer la durée et la fréquence¹⁹.

Des Securitas ont également joué aux matons pendant au moins quatre mois en 1998 dans les prisons bernoises, sur mandat du canton, pour pallier aux diverses évasions²⁰. Et Securiton (une filiale de Securitas) s'est chargé des installations de sécurité de la prison préventive de Grosshof à Kriens²¹.

- Surveillance dans les centres pour requérant-e-s d'asile.

Petit détail révélateur : sur le site Internet de Securitas, le domaine de l'asile n'est pas listé dans les prestations mais juste évoqué dans la rubrique « Transport de détenus ». Cela illustre bien l'approche de Securitas reproduisant l'amalgame requérant-e-s = criminel-le-s.

Les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) sont gérés conjointement par l'ORS Service AG et Securitas, sur mandat de l'Office fédéral des migrations. De nombreux cas de violences (bras cassé, contusions, etc.) ont été documentés²² mais les autorités s'alignent toujours sur l'argumentation des Securitas, rejetant la faute sur la victime.

Les agent-e-s de Securitas sont aussi présent-e-s dans de nombreux autres centres, sur mandat des cantons ou des communes. La nouvelle loi sur l'asile, en vigueur depuis le 1er janvier 2008, leur permet de harceler encore plus les requérant-e-s débouté-e-s. A Zurich, un requérant NEM a demandé au responsable du centre d'Altstetten pourquoi ils étaient contrôlés aussi souvent. Réponse : « Pour vous rendre la vie dure afin que vous partiez plus vite ».

Voilà pour les missions officielles de Securitas sur mandat des autorités. Pour rappel, voici une brève vue d'ensemble des services proposés aux entreprises privées et aux particuliers : surveillance d'objet (bâtiment, chantier, surveillance par ronde ou agent-e sur place en permanence, surveillance pendant les vacances) ; service d'ordre lors de concerts et autres événements, service de circulation ; protection de biens et de valeurs, protection lors de transports ; protection de personnes ; centrale d'intervention. Et n'oublions pas les différentes filiales de Securitas proposant des solutions techniques²³, principalement dans le domaine des systèmes de sécurité, systèmes d'alarme et systèmes anti-feu, ainsi que le contrôle d'accès et la destruction des documents (pratique pour faire disparaître les documents compromettants...). A noter : Polyright, une joint venture de Securitas et Kudelski²⁴ qui propose un système de gestion d'accès. Polyright se charge entre autres du système de gestion des cartes d'étudiant-e-s et du contrôle d'accès pour différentes universités en Suisse, de même que du contrôle d'accès pour des cliniques et hôpitaux ainsi que pour diverses entreprises privées. Petit détail intéressant : Lucien Gani, membre de la Direction de Groupe Kudelski depuis 2006 et responsable des affaires juridiques du Groupe, était de 1998 à 2008, membre du conseil d'administration de CIS, division de Securitas spécialisée dans l'investigation.

A cela s'ajoutent, tant pour les entreprises privées que pour les autorités publiques, diverses missions d'espionnage en tout genre. L'infiltration politique n'est qu'une corde à leur arc et ne représente sans doute qu'une petite part des recettes des « investigations services » proposés par la filiale CIS SA à Kloten : l'espionnage industriel et commercial est certainement plus lucratif. Et comme Securitas fait ses rondes de nuit dans des milliers d'entreprises, on peut se demander si Securitas sait résister à la tentation : ce serait si simple de choisir la bonne clé dans l'immense trousseau ou de désactiver le système d'alarme au bon moment...

Selon différentes sources²⁵, Securitas et d'autres entreprises privées fouinent aussi allègrement chez les particuliers/ères : ainsi, elles traquent les assuré-e-s sur mandat des assureurs-maladie, les précarisé-e-s sur mandat des communes et les invalides sur mandat de l'AI. Certaines entreprises s'infiltrant aussi dans des entreprises pour élucider des vols et informent en passant la direction sur les convictions politiques et les activités syndicales des employé-e-s. A

part ça, CIS souligne aussi ses compétences dans le domaine de la surveillance et la collecte de preuves (par quels moyens ?) dans le domaine du hooliganisme... Et vive l'Eurofoot et le renforcement de la Loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI) !

Pour obtenir un tel succès et une telle omniprésence, rien ne vaut le réseautage ! Securitas est spécialiste en la matière et à vouloir démêler la pelote, on s'y emmêle de plus en plus. Il n'empêche que certains liens sont frappants²⁶. D'abord, Securitas est très active au sein de la l'Association des entreprises suisses de services de sécurité (VSSU) : Hans Winzenried, directeur général de Securitas, président du conseil administratif de Securitrans et président du conseil administratif de Custodio AG, est le président de la VSSU. Et comme il faut aussi soigner les contacts avec les entreprises, Hans Winzenried est également membre de l'Union patronale suisse. Mais revenons au VSSU, on y retrouve un autre élément intéressant : la vice-présidence est assurée par l'ex-commandant de la police cantonale de Zoug Urs Hürlimman, du Service de Renseignement Stratégique (SRS), qui dépend du Département fédéral de défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). Les liens entre l'armée et Securitas sont plus étroits que cela : Hans Winzenried préside la commission de l'armement du DDPS, une commission servant de lien avec l'économie, la recherche et le monde scientifique. Reto Casutt est non seulement le secrétaire général de Securitas et membre du conseil d'administration de Securitrans et de CIS, mais il siège aussi au comité de la VSSU et surtout, il est chef d'état major des auditeurs en chef de l'armée qui administrent la justice militaire et veillent à sa bonne application. Tous ces contacts avec l'armée rapportent : non seulement parce que le DDPS aurait, selon le Blick, versé en 2007 13'000 francs à chacun des membres de la commission de l'armement comme indemnités journalières et frais, mais aussi et surtout parce que cela aide sûrement à conclure des contrats intéressants. Par exemple UewSyst, un système de surveillance de l'armée, conçu par Securiton et utilisé entre autres pour protéger le WEF²⁷.

Le président du conseil administratif de CIS, Jörg Stocker, était, avant d'être commandant de Securitrans de 2002 à février 2008, commandant de la police de Lucerne²⁸. Sa fonction chez Securitrans est d'autant plus intéressante que l'abonnement CFF demi-tarif de Sara Meylan (la

taupe d'Attac) était enregistré à l'adresse d'un certain Pascal Delessert, alors chef de la police ferroviaire romande, actuellement conseiller municipal radical de Prilly, membre de la commission de l'Assemblée intercommunale de la police de l'Ouest lausannois et major à l'armée (signalons en passant que ce demi-tarif est un faux et que le faux et usage de faux est un délit poursuivi d'office...). Le troisième membre du conseil d'administration de CIS, Herbet Höck, est le directeur de Custodio, il est lui aussi membre du conseil d'administration de Securitrans et accessoirement président de la communauté d'intérêt « IG Flughafen Zürich ».

Mais une personne manque encore au tableau des liens entre l'armée, la police et les services d'investigations de Securitas : le responsable direct de Sara Meylan, qui a également essayé de recruter, en vain, Sébastien S²⁹. Bien qu'il ne travaille plus chez Securitas depuis 2005, c'est lui qui répond au numéro de portable donné à l'époque par Sara Meylan au groupe de rédaction d'Attac. Il a aujourd'hui sa propre entreprise de sécurité à Fribourg, spécialisée dans le domaine des assurances-maladie. Il tient à rester anonyme – menaçant les journalistes de représailles si son nom est révélé – car cet ancien officier de la police fribourgeoise et gradé de l'armée a été accusé de pédophilie³⁰ et a finalement été condamné au TF à deux ans et demi de réclusion pour actes d'ordres sexuels sur mineur³¹. Il sera remplacé à son poste par Shanti Muller.

Securitas a les bras longs et est devenu un partenaire indispensable aux différentes autorités. Le scandale déclenché par Nestlégate est certes désagréable, mais ce n'est pas la première fois que Securitas est sous les feux de la critique. Cela ne l'a pas empêché de suivre son chemin. Et n'oublions pas non plus que Securitas, tout en étant le numéro 1 en Suisse, n'est pas la seule entreprise du genre.

Rappelons également que ce n'est pas la première fois qu'une entreprise privée mandate des espion-ne-s. Un cas au moins a été révélé au grand public il y a quelques années : Manfred Schlickenrieder, qui avait infiltré (sans doute sur mandat des services secrets) pendant des années les mouvements révolutionnaires en Allemagne et en Suisse, dévoilé par le Revolutionärer Aufbau en 2000³², espionnait aussi sur mandat d'une entreprise de sécurité privée, Hakluyt, sise en Angleterre. Cette agence, appartenant à un ancien membre du MI-6 (les services

secrets anglais), l'avait entre autres chargé d'observer Greenpeace, sur mandat de Shell. Le détail qui tue : John Hedley, responsable de la sécurité chez Nestlé pendant le G8 était lui aussi membre du MI-6³³...

III EN GUISE DE BILAN POLITIQUE

Securitas, cette entreprise privée de sécurité a infiltré le groupe anti-répression de Lausanne (gar). Elle a infiltré aussi d'autres groupes du mouvement anti-capitaliste ou protestataires, dans les cantons de Vaud et Genève, ainsi que des réseaux de coordination interrégionaux.

Sommes-nous surpris-e-s ? Mmmh.

Le contexte sécuritaire

Nous pensons qu'aucun pouvoir, qu'il soit privé ou dit public, ne renonce à espionner celles et ceux dont il pense qu'ils/elles peuvent lui porter atteinte. L'histoire suisse récente nous en a donné de bonnes illustrations. En 1976 était révélée l'activité d'Ernst Cincera, conseiller national radical zurichois qui récoltait et stockait de sa propre initiative des informations sur les personnes de gauche et les transmettait aux autorités et aux entreprises privées. En 1989 éclatait l'affaire des fiches : sous prétexte de péril rouge, une quantité effarante de données ont été récoltées et répertoriées sur le compte de près de 900'000 personnes, qui exerçaient, ou étaient soupçonnées d'exercer, leur droit d'expression et de réunion. Plus récemment, en 2000, le système d'espionnage des télécommunications du Service de renseignement stratégique, désormais connu sous le nom d'Onyx, a été perfectionné, ce qui a valu à son responsable le prix Big Brother Awards en 2006. Ce système, petit frère d'Echelon, sert à espionner les communications par téléphone, télécopie, messagerie électronique.

Les moyens de surveillance sont divers et variés ; ils se multiplient depuis quelques années, particulièrement depuis 2001, en se nourrissant du riche substrat que fournit le discours sur la lutte contre le terrorisme. On relèvera notamment l'introduction croissante de mesures dites préventives, présentées comme nécessaires pour se

prémunir de dangers présumés. En Suisse, la Loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI) et le projet de son renforcement en donnent un aperçu que d'aucun-e-s considèrent sans sourciller compatible avec un État dit de droit : le Service d'analyse et de prévention (SAP), rattaché au SRS du DDPS, réclame des moyens supplémentaires, notamment la possibilité de rémunérer des agent-e-s infiltré-e-s et de disposer de fausses identités³⁴. Tout près de chez vous, encore, les entreprises privées de sécurité font feu de tout bois - pour bien chauffer leurs actionnaires - en offrant des moyens supplémentaires, parallèles, auxiliaires, obscurs et discrets de surveiller cette engeance menaçante qui s'obstine à ne point s'accommoder du capitalisme.

Alors, sommes-nous surpris-e-s ? Mmmh. Nous ne le sommes pas. Cela ne signifie pas pour autant que nous acceptons de telles manigances comme des règles du jeu légitimes : ce sont celles de la loi de la jungle dont le capitalisme est coutumier. Le capitalisme ne respecte rien ni personne, hormis, très éventuellement, sous la contrainte. Il dévore tout ce qu'il trouve sur son passage, pour le déféquer sous forme de profit.

Quand le pouvoir veut intégrer la critique...

Depuis les blocages qui ont réussi à perturber la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, en 1999, les milieux économiques ont perçu la menace que peuvent représenter des mouvements anti-capitalistes radicaux. Ils ont donc déployé des moyens sur deux plans : répression et intégration. La surveillance et le fichage des groupes font partie de l'axe répression ; on dira qu'ici, par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays, nous avons encore de la chance : on ne nous tire pas (encore) dessus à balles réelles. L'autre axe, celui de l'intégration de la critique, se déroule sous nos yeux de médiaspectateurs/trices : OMC et WEF multiplient les efforts de communication pour se montrer plus civilisés qu'ils ne le sont ; ils font mine d'ouvrir leurs forums à des ONG et de prôner le dialogue constructif ; ils s'approprient les discours sur les préoccupations du moment, tout en poursuivant leur œuvre de destruction sur le terrain du concret. Que voulez-vous de plus : une économie responsable qui recherche l'intérêt commun et se proclame moyen de lutte contre la pauvreté...

Vous n'y croyez pas ? Nous non plus, raison pour laquelle nous participons aux luttes pour l'instauration d'autres types de rapports sociaux. Et lorsqu'on aborde ce chapitre, un thème vient systématiquement polluer la discussion : celui de l'emploi de la violence. Non pas celle que le système capitaliste, les entreprises transnationales et les gouvernements qui leur sont alliés déploient contre la planète, ses habitant-e-s, sa flore, sa faune. Non, celle-ci on l'escamote : sacrifice sur l'autel du profit et du « développement », fut-il « durable ». C'est de l'emploi de la « violence » par celles et ceux qui tentent de limiter les dégâts, voire de sortir d'un système intrinsèquement destructeur, qu'il est question.

La vieille rengaine de la violence...

L'expérience nous montre que les mouvements sociaux, quoi qu'ils fassent, sont accusés de violence par celles et ceux qu'ils visent, souvent soutenus par les médias. L'exemple récent d'Attac nous le montre encore une fois : dans le cadre d'une affaire bien connue similaire à celle qui nous occupe, Attac est accusé par les avocats de Nestlé et de Securitas d'être un groupe violent, car il participe à l'organisation de manifestations qui peuvent « dégénérer », alors même qu'Attac se présente et agit comme mouvement aux moyens pacifiques.

Bref, nous nous trouvons face à des groupes d'intérêt rompus à l'art de retourner les choses : autrement dit, manipuler. L'agresseur devient l'agressé. L'avocat de Nestlé, lors d'une audience devant un tribunal le 23 juillet 2008, a déclaré que la campagne d'Attac dénonçant les agissements de la firme constituait une agression. L'avocat de Securitas, lors de cette même audience, est allé jusqu'à présenter comme un danger le mouvement anti-guerre de 2003, qui s'agitait dans tous les coins de la planète. Période chaude en vérité, mais il est loisible de se demander lequel, de la guerre ou du mouvement anti-guerre, est le plus menaçant pour les populations... Alors, on parle de la menace sur qui, au juste ? De la menace contre celles et ceux qui s'arrogent le droit de détruire sans entraves et utilisent n'importe quel moyen, y compris les milices privées, lorsqu'ils/elles rencontrent des obstacles sur leur chemin ?

...entonnée par la sociale démocratie

Eh oui, il y a beaucoup de choses à dire au sujet de la violence. Et beaucoup sont dites dans l'intention de diviser les mouvements sociaux. Ce qui, hélas, réussit dans certains secteurs de la social-démocratie. Rappelons, par exemple, les déclarations de Cesla Amarelle, présidente du Parti socialiste vaudois, devant le Grand-conseil du même pays : indignée, à juste titre, de l'infiltration d'Attac par Securitas pour le compte de Nestlé, elle lance : « Ce ne sont pas les casseurs du G8 qu'on a cherché à infiltrer, ce sont bel et bien des docteurs en histoire, des scientifiques de l'Université de Lausanne ». ³⁵ Hormis le fait qu'on ne voit pas comment Mme Amarelle pourrait savoir s'il y avait ou non des docteurs en histoire et des scientifiques parmi les « casseurs » du G8, propos qui n'ont pour effet que de révéler ses représentations sociologiques des mouvements sociaux, nous considérons qu'user du terme de « casseurs » ne sert qu'à réduire l'action politique à du simple vandalisme. Ensuite, nous prenons note que le Parti socialiste vaudois laisse entendre que ce qui est choquant n'est pas l'infiltration de mouvements politiques, mais le statut des groupes infiltrés. Et si les espionné-e-s sont des « casseurs » à ses yeux, l'infiltration serait légitime. Ce qui nous paraît grave, c'est que cette position renforce les divisions des mouvements sociaux au grand avantage du système en place.

Nous pensons qu'il faut cesser de proclamer que les atteintes aux biens matériels ou autres manifestations non autorisées font le jeu de l'adversaire. Ce qui fait le jeu de l'adversaire, c'est d'entrer dans les divisions qu'il propose.

S'il y a des troubles sociaux, il est opportun de s'interroger sur leurs origines. Dès lors que nous vivons dans des sociétés déséquilibrées, chacun-e d'entre nous risque d'en subir des dommages, même s'il/elle considère ne rien avoir fait de mal à personne. Annoncer des slogans sur l'insécurité n'est pas digne d'un mouvement de résistance.

Les sociétés de sécurité, elles, ont bien saisi le créneau commercial que constitue le thème sécuritaire et profitent de ces discours pour vendre leur camelote. Ce qui, en soi, est assez cohérent, compte tenu des groupes et des logiques qu'elles servent, qui ne sont pas les nôtres.

Questions et hypothèses

Une fois explicitée la question de la « violence », revenons donc à celle de l'infiltration. Le groupe anti-répression de Lausanne a été infiltré par Securitas ; d'autres groupes l'ont été aussi. La gendarmerie cantonale vaudoise était au courant de ces infiltrations³⁶ et s'en est, au minimum, accommodée. A ce stade, nous ne pouvons que dénoncer ces faits et formuler un certain nombre non exhaustif de pistes de réflexion.

1. Les premières questions portent sur les mandant-e-s de Securitas. Qui sont-ils/elles ? Qui a planifié les opérations d'infiltration ? Avec quels objectifs ? Qui a payé le service ?
2. Ensuite, se posent des questions concernant les agent-e-s infiltré-e-s. Combien d'agent-e-s ont-ils/elles été engagé-e-s sur le terrain ? Dans quelles régions et quels cantons ? Combien s'y trouvent toujours ? Où ? Les agent-e-s sont-ils/elles armé-e-s, ne serait-ce que d'armes dites non létales ?
3. Quant aux moyens de récolte des renseignements, est-ce que les agent-e-s ont effectué des enregistrements sonores et visuels ? Si oui, qui les détient ?
4. L'affaire dite Nestlégate a montré que des fiches ont été constituées portant des renseignements personnels sur les militant-e-s. Il y a fort à parier que la méthode était utilisée aussi dans les autres cas. Nous postulons donc qu'il y a eu constitution de fichiers. Qui les détient ?
5. Les forces de l'ordre dites publiques étaient au courant des activités de Securitas. Nous formons l'hypothèse qu'elles ne se sont pas bornées à s'en accommoder, mais qu'elles tirent profit de méthodes qu'elles ne peuvent pas elles-mêmes employer, voire qu'elles donnent mandat à des entreprises de sécurité privée d'effectuer des travaux qu'elles ne peuvent pas accomplir elles-mêmes. Si cette hypothèse est exacte, quelles sont la forme et la teneur des mandats ? Où et comment s'articule la collaboration avec les milieux économiques ?

6. Au-delà de l'implication des forces de police locales, nous formons l'hypothèse que les fichiers constitués ont été transmis à des services de police cantonaux et fédéraux, voire aux fichiers liés aux accords de Schengen, ainsi qu'aux services de renseignement de l'armée. Se pose la question de savoir quel usage est fait de ces données et quelles sont les répercussions possibles sur la vie des personnes fichées. Le recours à des informations, fausses ou avérées, pour refuser par exemple des emplois ou des permis de séjour à l'« époque des fiches » peut augurer du pire.
7. Enfin, nous formons l'hypothèse que les pouvoirs politiques, aux niveaux cantonal et fédéral, ont eu connaissance de ces récoltes de données et de leur stockage sous forme de fiches. Ou alors les ministres ne savent pas ce qui se passe dans leur boutique...

Le 23 juillet 2008, l'avocat de Securitas, lors de l'audience relative à la cause d'Attac, évoquant ce type d'hypothèses, a parlé de paranoïa. On a vu l'agresseur agressé ; il fallait qu'on s'attende au persécuteur persécuté. Si nous faisons de la paranoïa, nul ne peut nier qu'elle est bien fondée. Et cela ne donne pas envie d'enlever sa capuche...

Enfin, juste un mot pour ce qui concerne la qualité humaine des agente-s infiltré-e-s : simuler l'amitié, c'est vraiment sordide.

IV QUE FAIRE DE TOUT CELA ?

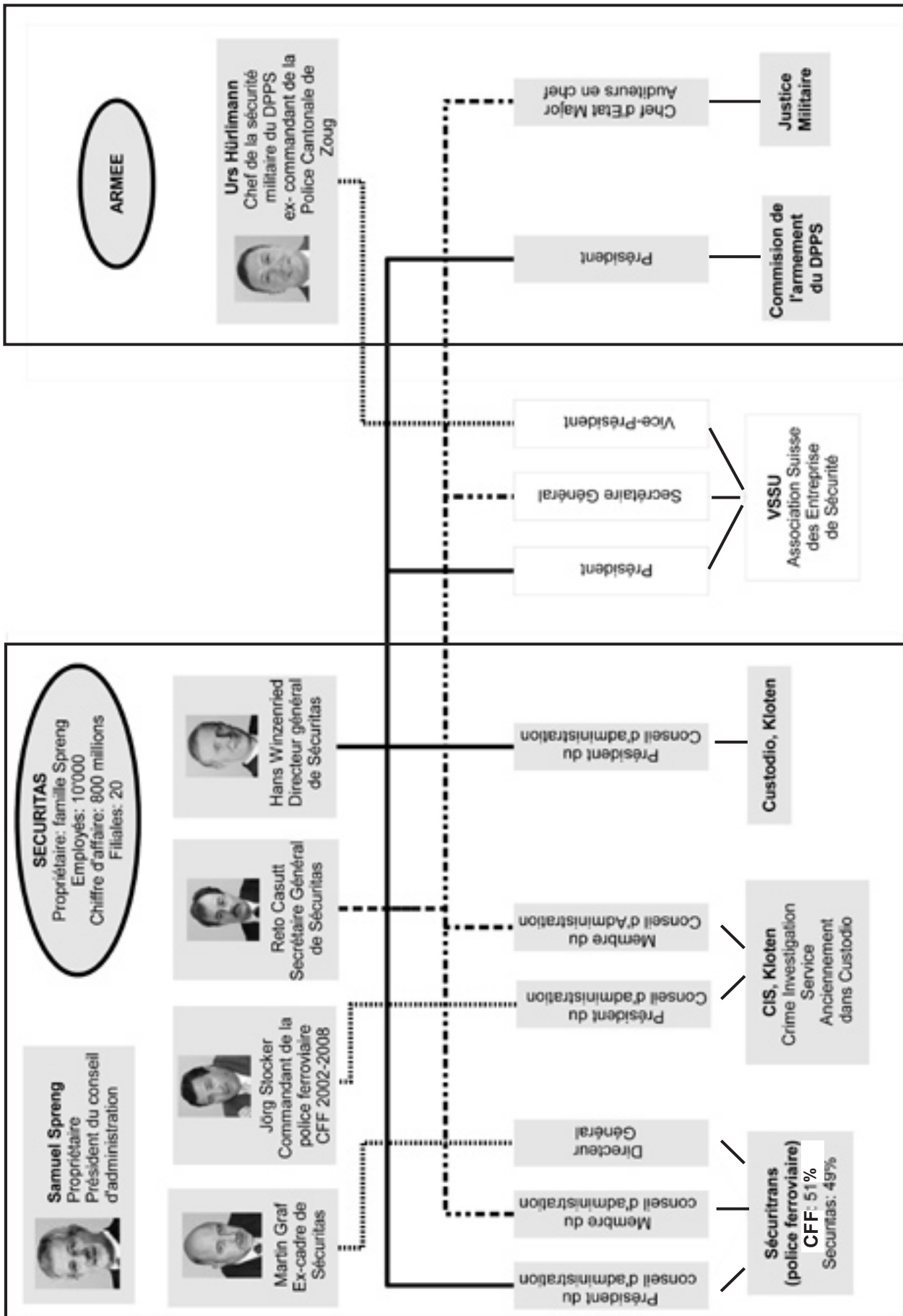
Dans les milieux de gauche aussi, lorsque nous proposons aux groupes ou aux individu-e-s des mesures de précaution pour éviter l'identification et le fichage, on nous regarde avec un petit sourire en coin et on nous traite de paranoïaques. Hélas, nous ne le sommes pas suffisamment... Bien qu'elle ne nous surprenne pas, cette affaire nous affecte : des données sensibles se sont trouvées à la portée d'une agente de Securitas, alors que notre travail avec les gens repose sur la confiance et sur la garantie de la confidentialité.

Cette sombre histoire nous encourage à ouvrir la discussion, avec les groupes amis, sur les moyens de nous protéger, en prenant soin cependant de rester ouvert-e-s aux personnes qui souhaitent nous rejoindre sans adopter des procédés inquisitoires. Ce qui s'est passé depuis 2003, faut-il le rappeler, n'est qu'un épisode sur lequel nous ne souhaitons pas nous focaliser outre mesure. Le relever nous permet de mettre en évidence les risques d'infiltration, qui sont bien réels et constants.

Ce n'est pas par hasard que, en 2005, le Service d'analyse et de prévention (SAP) essayait de recruter des agente-s infiltré-e-s parmi les étudiant-e-s à Zurich, au même tarif que Securitas, soit Fr. 30.-/heure³⁷. Mission : infiltrer l'extrême gauche. Jürg Bühler, chef adjoint du SAP à cette époque, faisait d'ailleurs état de ces pratiques au sein des sociétés de sécurité privée, pour le compte de firmes qui craignent subir des dommages. La preuve que la police fédérale est bien renseignée à ce sujet... Ce n'est pas par hasard non plus que ce même SAP réclame en ce moment des moyens supplémentaires pour rémunérer des agente-s et pour donner à ses agent-e-s de fausses identités ; des moyens plus étendus, aussi, pour surveiller les télécommunications.

Nous avons la puce à l'oreille : veillons à ce qu'elle ne devienne pas sous-cutanée...

Annexe A : Organigramme Securitas/VSSU/Armée



D'après un schéma du Beobachter 14/ 2008



Annexe C : Gilbert Monneron...

Que le groupe Securitas ne s'inquiète pas particulièrement du caractère de ses employé-e-s est démontré par l'exemple de Gilbert Monneron (52 ans), responsable au Crime Investigation Services (CIS) de l'infiltration de collectifs politiques de gauche qu'il chapeautait depuis son bureau sis à la gare de Lausanne, jusqu'à ce qu'il doive purger une peine de deux ans et demi de réclusion.

Jusqu'en août 2000, Gilbert Monneron était le responsable de la gendarmerie du district de la Sarine (Broye fribourgeoise). A l'époque il était accusé d'actes d'ordre sexuel avec des enfants (éventuellement avec des personnes dépendantes), de contrainte sexuelle et d'abus de détresse et a été par la suite suspendu de son poste. Un scout a reproché à ce policier actif dans le mouvement scout de l'avoir abusé à répétition pendant six ans. Lors du dernier abus sexuel, le policier a fait venir l'adolescent chez lui sous prétexte d'arranger une affaire de condamnation pour consommation de cannabis. En première instance, Monneron a été acquitté en été 2001 devant le tribunal pénal d'arrondissement de la Broye (FR). La victime et le Ministère public ont fait recours. En décembre 2002, Monneron a été condamné par le Tribunal cantonal à deux ans et demi de prison ferme; il a fait recours au Tribunal fédéral, lequel a confirmé en juin 2003 le verdict. Lors de l'enquête, Monneron a avoué des abus sexuels contre trois mineures, mais ces faits étaient prescrits.

Après avoir été suspendu de ses fonctions à la gendarmerie fribourgeoise, Monneron a commencé à travailler chez Securitas. Il y a d'abord été responsable «transport et circulation» pour Expo02 à Neuchâtel. Ensuite, il a commencé ses activités auprès du CIS. Une de ses tâches était de recruter des agent-e-s pour infiltrer les milieux de gauche. Il a engagé «Sara Meylan», qui travaillait déjà pour une autre section de Securitas, pour sa mission à attac. Par ailleurs, les médias ont rendu public deux tentatives de recrutement échouées de Monneron.*

Après le verdict du Tribunal fédéral en été 2003, Monneron a dû purger sa peine. Son poste a été repris, selon ses propres dires par Fanny Decreuze, alias Shanti Muller. Après sa sortie de taule Monneron a repris son travail au CIS, mais plus en tant que responsable. Peu de temps après il a donné sa démission à Securitas et fondé sa propre entreprise de sécurité Monneron-Sécurité. L'instance compétente, le canton de Fribourg, lui a délivré les autorisations nécessaires. Sur son site Web www.monneron-securite.ch, Monneron crâne avec son parcours militaire. Entre autres, il se vante d'avoir été premier lieutenant dans le détachement de protection du Conseil fédéral.

*WoZ, 26.6.2008. Seite 3, «Spion für dreissig Franken die Stunde»

La Liberté, 19.6.2008, Seite 22 "Le chef du service d'infiltration était un ex-cadre de la police fribourgeois"